

## RÉSULTATS DE LA

Publiée le jeudi 28 Septembre 2017 - Vie de l'entreprise

Image not found or type unknown

C'est un paradoxe : la situation économique s'améliore (avec notamment une croissance et consommation reparties à la hausse) et pourtant, les chefs d'entreprise ne sont guère optimistes ! L'indicateur de la grande consultation des entrepreneurs CCI France/La Tribune/Europe1 qui mesure régulièrement leur niveau d'optimisme (\*) marque une chute de 15 points entre juin et septembre 2017, affichant le score le plus bas depuis le lancement du baromètre en février 2015. Un effondrement qui touche plus fortement les dirigeants des plus petites entreprises (baisse de 17 points du niveau d'optimisme) que les chefs d'entreprise de plus de 10 salariés (baisse de 5 points).

Image not found or type unknown

L'état d'esprit actuel des dirigeants est indubitablement et étonnamment morose : ils sont plus inquiets (+9 points par rapport à leur sentiment avant l'été), plus méfiants (en progression de 5 points), moins confiants (une baisse de quatre points) et nettement moins optimistes (chute de 15 points).

Image not found or type unknown

Résultat, alors qu'avant l'été les proportions de ceux qui pensaient que « c'était mieux hier » et de ceux qui pensaient que « ce sera mieux demain » s'équilibraient, on assiste, en cette rentrée, à un écart très sensible des avis.

La part des premiers (« c'était mieux hier ») progresse de 10 points quand celle des seconds (« ce sera mieux demain ») régresse de sept points.

De la même façon, la confiance des dirigeants dans l'avenir de l'économie mondiale et de l'économie française s'effondre : en recul de 25 points pour les perspectives économiques mondiales et de 22 % pour celles de l'économie française.

Les entrepreneurs ne gardent confiance qu'en l'avenir de leur propre entreprise (quasi stabilité des opinions).

Image not found or type unknown

Comment, dès lors, expliquer cette situation paradoxale ?

La popularité du Président de la République en chute libre dégringolant de 34 % d'opinions favorables avant l'été à 52 % de taux de satisfaction en septembre, explique-t-elle ce désenchantement des dirigeants d'entreprise ?

Ou est-ce plutôt l'avalanche de mesures en tous sens, de réformes pas toujours bien comprises et sans lien avec un projet et une ligne affirmée et mobilisatrice, qui peut permettre de comprendre l'état d'esprit et les jugements des chefs d'entreprise ?

Autrement dit, le Gouvernement voudrait aller vite (pas moins de six réformes sociales prévues dans les 18 premiers mois de la mandature) mais pour aller où ?

Pourtant, interrogés sur leur adhésion à diverses mesures envisagées, les dirigeants d'entreprise donnent quitus au Gouvernement sur l'idée de créer un poste de médiateur entre les directeurs de l'URSSAF et les entreprises (3/4 d'avis favorables), sur le principe obligeant l'exécutif et le législatif à supprimer deux normes avant d'en adopter une nouvelle

(59% d'expressions positives) et sur le principe de crash-tests auprès des chefs d'entreprise avant l'adoption de toute mesure les concernant (58 % d'opinions en faveur de cette proposition qui était portée par le réseau des CCI).

Il n'est pas étonnant de voir les sondés témoigner de leur satisfaction au regard de mesures – attendues tout particulièrement par les PME - sécurisant la rupture des contrats de travail et celles flexibilisant les modalités du contrat de travail dans le but de les mettre en phase avec l'activité économique de l'entreprise.

Image not found or type unknown



Ainsi, 61 % des dirigeants d'entreprise sont favorables au plafonnement des indemnités prudhommales et 78 % se déclarent partisans des contrats de chantier permettant d'ajuster la durée effective du contrat de travail aux besoins d'une mission et de prendre en compte les éventuels contretemps liés à l'activité économique.

Des chefs d'entreprise qui n'ont visiblement pas l'impression d'être oubliés mais qui pensent que d'autres ne sont pas logés à la même enseigne et, en premier lieu, les salariés qui sont aussi leurs collaborateurs. Entre sécurité et flexibilité, les dirigeants pensent que la balance penche sensiblement en faveur de la souplesse. Seuls 6% des sondés estiment que les salariés ont été favorisés par les premières mesures gouvernementales.

Les prochaines vagues d'enquête devraient permettre de voir si les décisions publiques seront jugées plus « équilibrées »....

**[A découvrir l'intégralité des résultats de la vingt et unième vague de la Grande Consultation des Entrepreneurs \(http://www.cci.fr/c/document\\_library/get\\_file?uuid=251a5b42-5f6e-4f56-a683-a2af281c799a&groupId=10897\)](http://www.cci.fr/c/document_library/get_file?uuid=251a5b42-5f6e-4f56-a683-a2af281c799a&groupId=10897)**

(\*) *Sondage Opinionway réalisé par téléphone auprès de 607 dirigeants d'entreprise entre le 7 et le 15 septembre 2017 dans le cadre de la Grande Consultation des entrepreneurs.*

## GRANDE CONSULTATION

### CHEFS D'ENTREPRISE : VOTRE AVIS NOUS INTERESSE

Exprimez-vous ! CCI France invite tous les entrepreneurs qui le souhaitent à donner leur avis sur des sujets d'actualité qui concernent directement leur activité. Des sujets de questionnements que nous vous proposons mais aussi des thématiques que vous souhaitez voir aborder.

**[En savoir plus et participer à cette grande consultation \(http://www.grandeconsultation.fr/\)](http://www.grandeconsultation.fr/)**

